PROJET

Le Barreau du Québec

États financiers
au 31 mars 2025

© Raymond Chabot Grant Thornton

Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 4
États financiers	
Résultats	5
Situation financière	6
Évolution des soldes de fonds	7
Flux de trésorerie	8
Notes complémentaires	9 - 28
Annexes	29 - 30

2025-05-06

PROJET

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres de
Le Barreau du Québec

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'organisme Le Barreau du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2025 et les états des résultats, de l'évolution des soldes de fonds et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Barreau du Québec au 31 mars 2025 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Barreau du Québec conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Autre point – informations supplémentaires

Les informations supplémentaires contenues dans les annexes ne font pas partie intégrante des états financiers. Nous n'avons pas procédé à l'audit ou à l'examen de ces informations supplémentaires et, par conséquent, nous n'exprimons aucune opinion d'audit ou conclusion de mission d'examen, ni aucune autre forme d'assurance à l'égard de ces informations.

PROJET
Raymond Chabot Grant Thornton
PROJET

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Barreau du Québec à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Barreau du Québec ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Barreau du Québec.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

– nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

– nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Barreau du Québec;

PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton

– nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

– nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Barreau du Québec à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Barreau du Québec à cesser son exploitation;

– nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

– nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[1]

Montréal
Le ● 2025

---

[1] CPA auditeur, permis de comptabilité publique n[o] A

PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton PROJET

Le Barreau du Québec
Résultats
pour l'exercice terminé le 31 mars 2025

	Fonds général	Fonds d'études juridiques	Fonds du programme d'assistance parentale	Fonds d'indemnisation	Éliminations	2025 Total	2024 Total
	$	$	$	$	$	$	$
Produits							
Cotisations annuelles (note 3)	**25 823 355**					**25 823 355**	23 920 256
Cotisations supplémentaires pour la campagne publicitaire (note 3)	**324 579**					**324 579**	–
Cotisations supplémentaires pour le fonds du programme d'assistance parentale (note 3)			**149 480**			**149 480**	293 119
Produits nets de placements	**1 621 191**	**5 300 719**	**56 523**	**972 006**		**7 950 439**	6 021 833
Intérêts sur les comptes en fidéicommis		**36 726 622**				**36 726 622**	41 280 344
Formation continue obligatoire	**5 593 264**					**5 593 264**	3 259 869
Admission	**820 971**					**820 971**	606 334
Ventes de biens ou de services	**2 603 956**				**(80 193)**	**2 523 763**	2 364 265
Autres produits (note 4)	**1 171 900**			**109 228**		**1 281 128**	1 269 423
	37 959 216	**42 027 341**	**206 003**	**1 081 234**	**(80 193)**	**81 193 601**	79 015 443
Charges							
Syndic	**8 057 216**					**8 057 216**	8 451 189
Formation continue	**3 204 110**					**3 204 110**	2 394 413
Service de support aux opérations	**8 408 980**	**366 680**	**24 910**	**73 665**	**(11 085)**	**8 863 150**	7 764 326
Normes professionnelles et soutien à la profession	**1 671 824**	**2 421 315**			**(69 108)**	**4 024 031**	4 063 888
Inspection professionnelle	**2 381 094**					**2 381 094**	2 112 366
Admission	**2 102 370**					**2 102 370**	2 024 687
Gouvernance	**2 843 795**					**2 843 795**	2 957 462
Communications	**2 176 692**	**3 936 083**				**6 112 775**	4 099 780
Services aux membres	**617 494**		**191 127**			**808 621**	745 139
Frais d'occupation	**1 728 837**					**1 728 837**	1 502 885
Autres charges liées à la protection du public (note 4)	**1 970 709**			**280 507**		**2 251 216**	2 201 590
Autres charges (note 4)	**1 770 511**	**233 269**	**2 477**			**2 006 257**	1 852 505
	36 933 632	**6 957 347**	**218 514**	**354 172**	**(80 193)**	**44 383 472**	40 170 230
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	**1 025 584**	**35 069 994**	**(12 511)**	**727 062**	**–**	**36 810 129**	38 845 213

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers et la note 16 fournit d'autres informations sur les résultats.

PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton

Le Barreau du Québec
Situation financière
au 31 mars 2025

	Fonds général	Fonds d'études juridiques	Fonds du programme d'assistance parentale	Fonds d'indemnisation	Éliminations	2025 Total	2024 Total
	$	$	$	$	$	$	$
ACTIF							
Court terme							
Encaisse	**50 496 046**	**61 222 156**	**590 924**	**34 632**		**112 343 758**	75 435 503
Comptes clients et autres créances (note 5)	**209 239**	**1 695 765**				**1 905 004**	3 467 295
Avances à d'autres fonds et entités (note 6)	**20 177**	**15 469**			**(33 655)**	**1 991**	225 786
Frais payés d'avance	**2 212 247**					**2 212 247**	2 010 542
Placements (note 7)	**1 075**	**13 374 373**				**13 375 448**	11 192 191
	52 938 784	**76 307 763**	**590 924**	**34 632**	**(33 655)**	**129 838 448**	92 331 317
Long terme							
Placements (note 7)	**14 672 487**	**46 334 769**	**410 712**	**14 654 468**		**76 072 436**	72 665 004
Immobilisations corporelles et incorporelles (note 8)	**8 876 199**					**8 876 199**	6 840 732
Actif au titre des prestations définies (note 13)	**4 160 100**					**4 160 100**	
	80 647 570	**122 642 532**	**1 001 636**	**14 689 100**	**(33 655)**	**218 947 183**	171 837 053
PASSIF							
Court terme							
Comptes fournisseurs et charges à payer (note 9)	**10 419 116**	**187 660**	**446**	**16 257**		**10 623 479**	9 555 518
Cotisations à remettre (note 10)	**25 105 198**					**25 105 198**	22 810 607
Cotisations reportées	**20 734 594**					**20 734 594**	18 457 927
Provision pour indemnités (note 11)	**–**			**367 642**		**367 642**	409 968
Produits reportés	**493 664**					**493 664**	571 401
Provision pour éventualités (note 11)	**200 000**					**200 000**	200 000
Dus à d'autres fonds et entités (note 12)	**221 490**		**6 442**	**11 744**	**(33 655)**	**206 021**	111 176
	57 174 062	**187 660**	**6 888**	**395 643**	**(33 655)**	**57 730 598**	52 116 597
Long terme							
Passif au titre des prestations définies (note 13)	**1 854 200**					**1 854 200**	1 808 600
	59 028 262	**187 660**	**6 888**	**395 643**	**(33 655)**	**59 584 798**	53 925 197
SOLDES DE FONDS							
Affectés	**9 300 500**	**122 454 872**	**994 748**	**14 293 457**		**147 043 577**	105 537 887
Investi en immobilisations	**8 876 199**					**8 876 199**	6 840 732
Non affecté	**3 442 609**					**3 442 609**	5 533 237
	21 619 308	**122 454 872**	**994 748**	**14 293 457**	**–**	**159 362 385**	117 911 856
	80 647 570	**122 642 532**	**1 001 636**	**14 689 100**	**(33 655)**	**218 947 183**	171 837 053

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,

Bâtonnière du Québec – Me Catherine Claveau

PROJET
Raymond Chabot Grant Thornton

Le Barreau du Québec
Évolution des soldes de fonds
pour l'exercice terminé le 31 mars 2025

	Fonds général									2025	2024
	Investi en immobilisations	Affecté – fonds de contingence	Affecté aux initiatives technologiques	Affecté aux cotisations employeur du régime de retraite	Affecté à l'entretien et modernisation de l'immeuble	Non affecté	Affecté au projet Accès à la justice	Fonds d'études juridiques Affecté	Fonds du programme d'assistance parentale Affecté	Fonds d'indemnisation Affecté	Total	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Solde au début	**6 840 732**	**83 730**	**3 545 625**			**5 533 237**	**800 000**	**86 534 878**	**1 007 259**	**13 566 395**	**117 911 856**	79 133 143
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	**(1 070 995)**					**2 096 579**		**35 069 994**	**(12 511)**	**727 062**	**36 810 129**	38 845 213
Réévaluations de la charge de retraite et autres éléments reconnus (note 13)				**4 160 100**		**480 300**					**4 640 400**	(66 500)
Contribution compensatoire du fonds général						**(50 000)**		**50 000**				
Investissement en immobilisations corporelles et incorporelles	**3 106 462**					**(3 106 462)**						
Virement – utilisation des affectations			**(2 488 955)**			**2 488 955**						
Virement			**3 000 000**		**1 000 000**	**(4 000 000)**						
Solde à la fin	**8 876 199**	**83 730**	**4 056 670**	**4 160 100**	**1 000 000**	**3 442 609**	**800 000**	**121 654 872**	**994 748**	**14 293 457**	**159 362 385**	117 911 856

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton

Le Barreau du Québec
Flux de trésorerie
pour l'exercice terminé le 31 mars 2025

	2025	2024
	$	$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent des produits par rapport aux charges	**36 810 129**	38 845 213
Éléments hors caisse		
Amortissement d'immobilisations corporelles et incorporelles	**1 070 995**	1 060 114
Amortissement de l'apport reporté		(16 368)
Variations de la juste valeur de placements	**(5 654 407)**	(4 787 193)
Variation de la charge de retraite	**525 900**	(107 500)
	32 752 617	34 994 266
Variation nette d'éléments du fonds de roulement	**4 585 151**	1 091 701
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	**37 337 768**	36 085 967
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Variation nette des acquisitions et des cessions de placements	**63 718**	(7 129 839)
Prêt à l'Institut canadien d'information juridique CANLII		700 275
Prêt à la Fondation du Barreau du Québec		100 000
Variation nette des avances à des entités affiliées	**223 795**	(197 701)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	**(3 106 462)**	(3 670 904)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	**(2 818 949)**	(10 198 169)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Variation nette des dus à des entités affiliées	**94 845**	(49 765)
Cotisations à remettre	**2 294 591**	2 866 581
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	**2 389 436**	2 816 816
Augmentation nette de l'encaisse	**36 908 255**	28 704 614
Encaisse au début	**75 435 503**	46 730 889
Encaisse à la fin	**112 343 758**	75 435 503

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

PROJET
PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton

Le Barreau du Québec
Notes complémentaires
au 31 mars 2025

1 - STATUTS ET OBJECTIFS DU BARREAU DU QUÉBEC

Le Barreau du Québec, constitué en vertu de la *Loi sur le Barreau* (RLRQ, c. B-1), a pour principale fonction d'assurer la protection du public. À cette fin, il maximise les liens de confiance entre les avocats et les avocates, le public et l'État. Pour ce faire, le Barreau du Québec surveille l'exercice de la profession, contribue à une justice accessible et de qualité, et défend la primauté du droit. Le Barreau du Québec est régi par la *Loi sur le Barreau* et le *Code des professions* du Québec et est considéré comme un organisme sans but lucratif du point de vue fiscal.

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation

Les états financiers du Barreau du Québec sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers, la direction du Barreau du Québec doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que le Barreau du Québec pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Actifs et passifs financiers

Évaluation initiale

Lors de l'évaluation initiale, les actifs et les passifs financiers du Barreau du Québec provenant d'opérations non conclues avec des apparentés sont évalués à la juste valeur qui est, dans le cas des actifs financiers ou des passifs financiers qui seront évalués ultérieurement au coût après amortissement, majorée ou diminuée du montant des commissions et des coûts de transaction afférents. Les actifs et passifs financiers du Barreau du Québec provenant d'opérations entre apparentés sont évalués au coût.

Les coûts de transaction relatifs aux actifs et aux passifs financiers qui seront évalués ultérieurement à la juste valeur et ceux relatifs aux actifs et passifs financiers provenant d'opérations entre apparentés sont comptabilisés aux résultats au cours de l'exercice où ils sont engagés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers du Barreau du Québec provenant d'opérations non conclues avec des apparentés sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers), à l'exception de la quote-part des placements dans le Fonds du patrimoine du Barreau du Québec qui est évaluée à la juste valeur et des placements en obligations que le Barreau du Québec a fait le choix d'évaluer à la juste valeur en les désignant à cette fin. Dans le cas des actifs et passifs financiers du Barreau du Québec provenant d'opérations entre apparentés, ceux-ci sont évalués selon la méthode du coût (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

PROJET
PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton

Le Barreau du Québec
Notes complémentaires
au 31 mars 2025

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût après amortissement ou selon la méthode du coût, le Barreau du Québec détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative et si le Barreau du Québec détermine qu'il y a eu, au cours de l'exercice, un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs d'un actif financier, une réduction sera alors comptabilisée à l'état des résultats à titre de moins-value. La reprise d'une moins-value comptabilisée antérieurement sur un actif financier évalué au coût après amortissement ou selon la méthode du coût est comptabilisée à l'état des résultats au cours de l'exercice où la reprise a lieu.

Constatation des produits

Cotisations annuelles

Les cotisations annuelles sont reportées et constatées selon la méthode linéaire sur la durée de la cotisation, lorsque le montant est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Celles qui sont reçues pour le prochain exercice sont présentées comme cotisations reportées au passif de l'état de la situation financière du fonds général et du fonds du programme d'assistance parentale.

Produits nets de placements

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de transaction et les produits qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les produits d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les produits nets de placements correspondent aux variations de la juste valeur des placements. Concernant les placements évalués à la juste valeur, le Barreau du Québec a fait le choix d'inclure dans les variations de la juste valeur les produits d'intérêts (y compris l'amortissement des primes et des escomptes sur les placements en obligations) ainsi que les produits des autres placements et les variations de la juste valeur de la quote-part des placements dans le Fonds du patrimoine du Barreau du Québec. Les variations de la juste valeur sont constatées au moment où elles se produisent.

Apports

Le Barreau du Québec applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de produits du fonds approprié au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits du fonds approprié lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.

Le Barreau du Québec a choisi de ne pas comptabiliser les apports reçus sous forme de fournitures et de services.

PROJET
Raymond Chabot Grant Thornton

Le Barreau du Québec
Notes complémentaires
au 31 mars 2025

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Produits d'intérêts sur les comptes en fidéicommis

Les produits d'intérêts sur les comptes en fidéicommis auprès d'institutions financières sont comptabilisés au fonds d'études juridiques au cours de l'exercice où ils sont gagnés, en fonction du temps écoulé.

Autres sources de produits

Les produits du Barreau du Québec provenant de la formation continue obligatoire, de l'admission, des ventes de biens ou de services et les autres produits sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

– Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
– La livraison a eu lieu et les services ont été fournis;
– Le montant est déterminé ou déterminable;
– Le recouvrement est raisonnablement assuré.

Ventilation des charges

Les charges directement liées à une activité sont attribuées à celle-ci. Les charges de service de support aux opérations sont attribuées aux fonds d'études juridiques et d'indemnisation ainsi qu'à l'École du Barreau du Québec en fonction d'une clé de répartition selon le temps de travail consacré par le personnel de la Direction générale, du Cabinet du bâtonnier, du Service des finances, du Service des ressources matérielles, du Service de l'inscription annuelle, du Service informatique et du Service des ressources humaines.

Le solde non réparti est présenté à l'état des résultats du fonds général sous la rubrique Service de support aux opérations.

Comptabilité par fonds

Fonds général

Le fonds général est utilisé pour toutes les activités courantes du Barreau du Québec. Les produits et les charges afférents à la prestation de services et à l'administration sont présentés dans ce fonds.

Fonds d'études juridiques

Le fonds d'études juridiques est utilisé pour promouvoir la qualité des services professionnels, la réforme du droit, la formation professionnelle, la formation permanente, la recherche et l'information juridiques, l'établissement et le maintien des bibliothèques de droit et financer des mesures ayant pour objet de favoriser l'accès à la justice.

Fonds du programme d'assistance parentale

Le fonds du programme d'assistance parentale pour travailleurs autonomes est utilisé pour compenser partiellement les frais de fonctionnement engagés pendant la période durant laquelle les activités professionnelles sont réduites ou inexistantes en raison de la naissance ou de l'adoption d'un enfant.

PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton PROJET

Le Barreau du Québec
Notes complémentaires
au 31 mars 2025

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Fonds d'indemnisation

Le fonds d'indemnisation est utilisé pour rembourser les sommes d'argent ou autres valeurs utilisées par un professionnel à d'autres fins que celles pour lesquelles elles lui avaient été remises dans l'exercice de sa profession.

Fonds affecté aux cotisations employeur du régime de retraite

Le fonds affecté aux cotisations employeur du régime de retraite comprends l'actif au titre des prestations définies à la suite de l'évaluation actuarielle. Il est utilisé pour compenser les cotisations de l'employeur au régime de retraite à venir dans le contexte d'une saine gestion des surplus.

Fonds affecté à l'entretien et modernisation de l'immeuble

Le fonds affecté à l'entretien et modernisation de l'immeuble est utilisé pour prévoir les travaux du programme d'investissement en entretien de l'édifice du Barreau du Québec et la modernisation de l'édifice.

Immobilisations corporelles et incorporelles et apport reporté

Les immobilisations corporelles et incorporelles acquises sont comptabilisées au coût. Lorsque le Barreau du Québec reçoit des apports sous forme d'immobilisations corporelles et incorporelles, le coût de celles-ci correspond à la juste valeur à la date de l'apport plus tous les frais directement rattachés à l'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles, ou à une valeur symbolique si la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable.

Amortissements

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes qui suivent :

	Périodes
Mobilier, équipement, ordinateurs, logiciels, téléphonie et équipement infrastructure serveurs et réseaux	5 ans
Bâtiment – Maison du Barreau du Québec	40 ans
Aménagement des locaux et logiciels corporatifs	10 ans
Installations générales et techniques	25 ans
Équipement informatique	3 ans
Équipement d'impression	4 ans

Réduction de valeur

Lorsque les circonstances indiquent qu'une immobilisation corporelle ou incorporelle a subi une dépréciation, une réduction de valeur est comptabilisée pour ramener la valeur comptable nette de l'immobilisation corporelle ou incorporelle à sa juste valeur ou à son coût de remplacement, selon le cas. La réduction de valeur est alors comptabilisée à l'état des résultats et ne peut pas faire l'objet de reprises.

PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton PROJET

Le Barreau du Québec
Notes complémentaires
au 31 mars 2025

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Contribution au fonds général

Depuis le 1er avril 2007, le fonds d'études juridiques est susceptible, à la suite de la décision du conseil d'administration (antérieurement le comité exécutif), de verser annuellement au fonds général une contribution ne pouvant excéder 15 % des charges liées à la protection du public et au contrôle de la profession engagées par celui-ci.

Contribution compensatoire au fonds d'études juridiques

Le fonds général contribue au fonds d'études juridiques de manière à équilibrer les produits et les charges de ce fonds.

Le fonds général s'est engagé à verser annuellement au fonds d'études juridiques une somme de 50 000 $ à titre de compensation pour la perte de produits résultant de la contribution de ce dernier au financement de la Maison du Barreau du Québec. Cette compensation devra être versée aussi longtemps que le Barreau du Québec sera propriétaire dudit immeuble.

Solde du fonds d'indemnisation

Le solde du fonds d'indemnisation doit être maintenu à un montant minimum de 250 000 $, et ce, par l'imposition, au besoin, d'une cotisation spéciale.

Entités contrôlées

Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec

Le Barreau du Québec a constitué le Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec en vertu de l'article 86.1 du *Code des professions.* Le Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec est considéré comme une entité sans but lucratif distincte à des fins comptables et a pour mission d'assurer la responsabilité professionnelle des avocats et avocates du Barreau du Québec. La date de fin de son exercice financier est le 31 mars.

Ce fonds constitue un patrimoine distinct des autres actifs du Barreau du Québec, affecté exclusivement à ses opérations d'assurance responsabilité. Puisque les bénéfices et avantages du Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec sont réservés aux membres participant à ce fonds, les états financiers de celui-ci ne sont pas compris dans les états financiers du Barreau du Québec, mais sont présentés sommairement à la note 16. Le conseil d'administration du Barreau du Québec approuve les états financiers du Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec.

PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton PROJET

Le Barreau du Québec
Notes complémentaires
au 31 mars 2025

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

École du Barreau du Québec

L'Ecole du Barreau du Québec est régie par la *Loi sur le Barreau* et le *Code des professions* du Québec. L'École du Barreau du Québec est responsable de la formation professionnelle des futurs avocats, des examens du Barreau du Québec ainsi que du stage de formation professionnelle. Elle administre également la Clinique juridique du Barreau. L'École du Barreau du Québec est financée en partie par le ministère de l'Enseignement supérieur qui lui verse annuellement une subvention de fonctionnement. La date de fin de son exercice financier est le 31 mai. Les états financiers de l'École du Barreau du Québec ne sont pas compris dans les états financiers du Barreau du Québec, mais sont présentés sommairement à la note 16.

Le Barreau du Québec a le pouvoir de nommer tous les membres du comité de formation professionnelle de l'École du Barreau du Québec.

Opérations entre apparentés

Sauf indication contraire, toutes les opérations entre apparentés sont évaluées à la valeur d'échange, à l'exclusion des instruments financiers qui en découlent.

Avantages sociaux futurs

Le Barreau du Québec constitue ses obligations en vertu des régimes de retraite à prestations définies à mesure que les employés fournissent les services nécessaires pour avoir droit aux avantages de retraite. Plus particulièrement, le Barreau du Québec comptabilise à l'état de la situation financière ses obligations découlant des régimes à prestations définies, déduction faite de la juste valeur des actifs des régimes ajustée en fonction de toute provision pour moins-value. Le Barreau du Québec détermine les obligations au titre des prestations définies du régime complémentaire de retraite des employés du Barreau du Québec en s'appuyant sur l'évaluation actuarielle la plus récente établie aux fins de la capitalisation dans le cas d'un régime capitalisé, laquelle est extrapolée jusqu'à la date de fin d'exercice du Barreau du Québec. Le Barreau du Québec détermine les obligations au titre des prestations définies du régime d'appoint en s'appuyant sur l'évaluation actuarielle établie aux fins de la comptabilisation, laquelle est déterminée selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables établies par la direction à la date d'évaluation actuarielle complète. Le coût total des régimes à prestations définies comprend le coût des services fournis au cours de l'exercice et le coût financier, et il est comptabilisé à l'état des résultats. Les réévaluations de la charge de retraite et autres éléments reconnus, qui comprennent les gains et pertes actuariels relatifs aux obligations, la différence entre le rendement réel des actifs des régimes et les produits d'intérêts imputés en réduction du coût financier, le coût des services passés et l'incidence de la provision pour moins-value sont comptabilisés à l'état de l'évolution des soldes de fonds sous un poste distinct. Les réévaluations de la charge de retraite et autres éléments reconnus ne sont pas reclassés dans l'état des résultats au cours d'un exercice ultérieur.

PROJET Raymond Chabot Grant Thornton PROJET

Le Barreau du Québec
Notes complémentaires
au 31 mars 2025

3 - COTISATIONS DES MEMBRES

	2025	2024
	$	$
Cotisations totales	**63 432 247**	58 484 594
Cotisations perçues et remises aux entités affiliées		
Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec	**(15 176 636)**	(13 926 954)
Centre d'accès à l'information juridique	**(13 815 093)**	(12 785 692)
Barreaux de section	**(5 599 344)**	(5 200 927)
Office des professions du Québec	**(925 354)**	(892 156)
Programme d'aide aux membres du Barreau du Québec (PAMBA)	**(1 942 985)**	(1 465 490)
	25 972 835	24 213 375
Variations des cotisations reportées affectées à la campagne publicitaire	**324 579**	
Cotisations pour le Barreau du Québec	**26 297 414**	24 213 375

	2025	2024
	$	$
Répartition des cotisations pour le Barreau du Québec		
Cotisations annuelles	**25 823 355**	23 920 256
Cotisations supplémentaires pour la campagne publicitaire	**324 579**	–
Cotisations supplémentaires pour le fonds du programme d'assistance parentale	**149 480**	293 119
	26 297 414	24 213 375

4 - AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES

	2025	2024
	$	$
Autres produits liés à la protection du public		
Exercice au sein de sociétés	**177 162**	165 262
Discipline	**121 863**	99 525
Exercice illégal et usurpation de titres	**25 282**	9 013
Autres produits		
Services aux membres	**76 754**	40 496

	2025	2024
	$	$
Autres charges liées à la protection du public		
Conciliation des comptes et arbitrage	**1 100 443**	1 153 622
Conseil de discipline	**435 690**	382 546
Comité de révision	**227 384**	197 976
Indemnisations	**280 507**	243 099
Exercice illégal et usurpation de titres	**138 803**	158 030
Contribution au Conseil interprofessionnel du Québec	**68 389**	66 317
	2 251 216	2 201 590

PROJET
PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton

Le Barreau du Québec
Notes complémentaires
au 31 mars 2025

4 - AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES (suite)

	2025	2024
	$	$
Autres charges		
Services − Registres des testaments et mandats du Barreau du Québec	**416 579**	383 334
Services − inscription d'exercice en société	**231 100**	249 700
Services − comptes en fidéicommis	**83 912**	73 718
Frais bancaires	**1 254 580**	1 126 911
Divers	**20 086**	18 842
	2 006 257	1 852 505

PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton PROJET

Le Barreau du Québec
Notes complémentaires
au 31 mars 2025

5 - COMPTES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	2025					2024
	Fonds général	**Fonds d'études juridiques**	**Fonds du programme d'assistance parentale**	**Fonds d'indemnisation**	**Total**	Total
	$	**$**	**$**	**$**	**$**	$
Créances diverses, déduction faite d'une provision pour créances douteuses de 808 $ (3 851 $ au 31 mars 2024) (a)	**209 239**				**209 239**	270 615
Intérêts courus						
Comptes en fidéicommis des avocats		**1 695 765**			**1 695 765**	3 196 680
	209 239	**1 695 765**	**–**	**–**	**1 905 004**	3 467 295

(a) La somme à recevoir de l'École du Barreau du Québec totalise 14 672 $ au 31 mars 2025 (90 478 $ au 31 mars 2024) et celle à recevoir du Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec totalise 63 888 $ au 31 mars 2025 (0 $ au 31 mars 2024).

PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton

Le Barreau du Québec
Notes complémentaires
au 31 mars 2025

6 - AVANCES À D'AUTRES FONDS ET ENTITÉS

	2025		
	Fonds général	**Fonds d'études juridiques**	**Fonds du programme d'assistance parentale**
	$	**$**	**$**
Fonds général		**15 469**	
Fonds d'études juridiques			
Fonds d'indemnisation	**11 744**		
Fondation du Barreau du Québec	**1 991**		
Autres avances	**6 442**		
	20 177	**15 469**	**–**

	2024		
	Fonds général	Fonds d'études juridiques	Fonds du programme d'assistance parentale
	$	$	$
Fonds général	–	–	107 067
Fonds d'études juridiques	334 762	–	–
Fonds d'indemnisation	143 729	–	–
Fondation du Barreau du Québec	3 678	–	–
Autres avances	222 108	–	–
	704 277	–	107 067

Les avances présentées à court terme ne portent pas intérêt et sont encaissables sur demande.

Les avances sont le résultat d'opérations entre les différents fonds, qui ont lieu dans le cours normal des activités et pour lesquelles les compensations sont généralement effectuées au cours du mois suivant celles-ci.

PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton PROJET

Le Barreau du Québec
Notes complémentaires
au 31 mars 2025

7 - PLACEMENTS

	2025				
	Fonds général	**Fonds d'études juridiques**	**Fonds du programme d'assistance parentale**	**Fonds d'indemnisation**	**Total**
	$	**$**	**$**	**$**	**$**
À la juste valeur					
Quote-part des placements (a)	**14 672 487**	**26 378 637**	**410 712**	**14 654 468**	**56 116 304**
Autres placements (b)	**1 075**	**33 330 505**			**33 331 580**
	14 673 562	**59 709 142**	**410 712**	**14 654 468**	**89 447 884**
Tranche échéant à moins de un an	**1 075**	**13 374 373**			**13 375 448**
	14 672 487	**46 334 769**	**410 712**	**14 654 468**	**76 072 436**

	2024				
	Fonds général	Fonds d'études juridiques	Fonds du programme d'assistance parentale	Fonds d'indemnisation	Total
	$	$	$	$	$
À la juste valeur					
Quote-part des placements (a)	13 285 129	24 650 568	383 816	14 121 839	52 441 352
Autres placements (b)	–	31 415 843	–	–	31 415 843
	13 285 129	56 066 411	383 816	14 121 839	83 857 195
Tranche échéant à moins de un an	–	11 192 191	–	–	11 192 191
	13 285 129	44 874 220	383 816	14 121 839	72 665 004

(a) La quote-part des placements dans le Fonds du patrimoine du Barreau du Québec au 31 mars 2025 est constituée d'encaisse (0,20 %), d'obligations gouvernementales (23,04 %), d'obligations de sociétés ouvertes canadiennes (9,46 %), de fonds communs d'actions canadiennes (7,48 %), de fonds communs d'actions étrangères (23,76 %), de fonds communs d'obligations canadiennes (22,75 %), de fonds communs immobiliers (8,16 %) et d'actions privilégiées (5,15 %).

(b) Les autres placements sont constitués d'obligations de municipalités et d'organismes paragouvernementaux et d'un fonds du marché monétaire.

PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton PROJET

Le Barreau du Québec
Notes complémentaires
au 31 mars 2025

7 - PLACEMENTS (suite)

Le Fonds du patrimoine du Barreau du Québec est détenu comme suit :

	2025	2024
	%	%
Fonds général	25,76	24,96
Fonds d'études juridiques	46,37	46,37
Fonds du programme d'assistance parentale	0,72	0,72
Fonds d'indemnisation	25,76	26,56
École du Barreau du Québec	0,91	0,91
Comité sur la sténographie	0,48	0,48
	100,00	100,00

8 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

			2025	2024
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Fonds général				
Immobilisations corporelles				
Terrain	340 000	–	340 000	340 000
Bâtiment – Maison du Barreau du Québec	7 054 997	7 054 997		
Aménagement des locaux	655 858	418 113	237 745	303 331
Installations générales et techniques	32 003		32 003	
Mobilier et équipement	89 066	40 405	48 661	65 195
Équipement informatique	282 478	179 522	102 956	94 602
Ordinateurs	618 061	311 173	306 888	335 833
Téléphonie	399 005	355 269	43 736	60 893
Équipement d'impression	18 892	10 613	8 279	11 230
Équipement infrastructure serveurs et réseaux	1 537 293	372 788	1 164 505	1 209 176
	11 027 653	8 742 880	2 284 773	2 420 260
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	205 409	51 522	153 887	194 969
Logiciels corporatifs	5 991 253	927 572	5 063 681	4 028 058
Logiciels corporatifs en cours de développement	1 373 858		1 373 858	197 445
	7 570 520	979 094	6 591 426	4 420 472
	18 598 173	9 721 974	8 876 199	6 840 732

PROJET
Raymond Chabot Grant Thornton

Le Barreau du Québec
Notes complémentaires
au 31 mars 2025

9 - COMPTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

Les sommes à remettre à l'État totalisent 4 166 038 $ au 31 mars 2025 (3 386 107 $ au 31 mars 2024).

10 - COTISATIONS À REMETTRE

	2025	2024
	$	$
Barreaux de section	**4 255 662**	3 786 385
Centre d'accès à l'information juridique	**10 234 106**	9 217 007
Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec	**9 751 140**	9 130 249
Office des professions du Québec	**864 290**	676 966
	25 105 198	22 810 607

Les cotisations à remettre correspondent aux cotisations se rapportant à l'exercice 2025-2026 et encaissées par le fonds général en date du 31 mars 2025 pour le compte des entités mentionnées ci-dessus. Ces sommes sont incluses dans l'encaisse du fonds général et sont généralement remises aux entités concernées après la date de clôture de l'exercice.

11 - ÉVENTUALITÉS

Fonds général

Le Barreau du Québec fait l'objet d'une réclamation. Une provision de 200 000 $ a été comptabilisée au passif de l'état de la situation financière du fonds général en fonction d'une estimation effectuée par la direction. Le montant final de l'obligation pouvant résulter de cette réclamation pourrait différer de l'estimation actuelle de la direction.

Fonds d'indemnisation

Une provision pour indemnités de 367 641 $ a été comptabilisée au passif de l'état de la situation financière du fonds d'indemnisation en fonction d'une estimation effectuée par la direction, en fonction d'un montant maximum de 500 000 $ par avocat et de 100 000 $ par réclamation pour les réclamations déposées à compter du 20 mars 2014. Le fonds d'indemnisation fait l'objet de réclamations d'un montant total maximum de 2 401 529 $ en fonction des montants maximums payables. Les indemnités réelles pourraient différer de façon importante de l'estimation actuelle de la direction.

PROJET
© Raymond Chabot Grant Thornton

Le Barreau du Québec
Notes complémentaires
au 31 mars 2025

PROJET

12 - DUS À D'AUTRES FONDS ET ENTITÉS

	2025		
	Fonds général	Fonds du programme d'assistance parentale	Fonds d'indemnisation
	$	$	$
Fonds général		**6 442**	**11 744**
Fonds du programme d'assistance parentale			
Fondation du Barreau du Québec	**120 324**		
Autres dus	**101 166**		
	221 490	**6 442**	**11 744**

	2024		
	Fonds général	Fonds d'études juridiques	Fonds d'indemnisation
	$	$	$
Fonds général	–	334 762	143 729
Fonds du programme d'assistance parentale	107 067	–	–
Fondation du Barreau du Québec	100 450	–	–
Autres dus	10 726	–	–
	218 243	334 762	143 729

Les dus présentés à court terme ne portent pas intérêt et sont remboursables sur demande.

Les dus sont le résultat d'opérations entre les différents fonds, qui ont lieu dans le cours normal des activités et pour lesquelles les compensations sont généralement effectuées au cours du mois suivant celles-ci.

13 - RÉGIMES DE RETRAITE

Le Barreau du Québec pourvoit au maintien d'un régime contributif de retraite à prestations définies de type fin de carrière au bénéfice de ses employés et se conforme à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (Québec). Ce régime pourvoit au versement de prestations basées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen de fin de carrière des employés couverts. Le Barreau du Québec est aussi le promoteur d'un régime complémentaire (non enregistré) offrant des prestations supérieures aux maximums prescrits par la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) à certains employés. La charge relative au régime non enregistré est déterminée au moyen de calculs actuariels. La portion non enregistrée du régime n'est pas capitalisée.

Les obligations au titre des prestations définies de ces régimes, évaluées par des actuaires indépendants, et la juste valeur des actifs des régimes sont déterminées en date du 31 décembre de chaque année. L'évaluation actuarielle complète aux fins de la capitalisation la plus récente du régime complémentaire de retraite des employés du Barreau du Québec a été effectuée en date du 31 décembre 2021. Une évaluation actuarielle partielle a été effectuée en date du 31 décembre 2023 et la prochaine évaluation actuarielle complète sera effectuée au cours de l'année 2025 en date du 31 décembre 2024.

PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton

Le Barreau du Québec
Notes complémentaires
au 31 mars 2025

13 - RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

Le Barreau du Québec a mis en place un régime de retraite à cotisations définies depuis le 1er janvier 2012. Tous les nouveaux employés embauchés à partir de cette date devront participer à ce nouveau régime.

La situation de capitalisation des régimes de retraite s'établit comme suit :

	2025	2024
	$	$
Obligations au titre des prestations définies	**72 663 400**	79 054 600
Juste valeur des actifs des régimes	**81 921 200**	79 581 300
	9 257 800	526 700
Provision pour moins-value	**6 951 900**	2 335 300
Situation de capitalisation – (actif) passif au titre des prestations définies	**(2 305 900)**	1 808 600
Actif au titre des prestations définies	**4 160 100**	–
Passif au titre des prestations définies	**1 854 200**	1 808 600
Situation de capitalisation – (actif) passif au titre des prestations	**(2 305 900)**	1 808 600

PROJET
PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton

Le Barreau du Québec
Notes complémentaires
au 31 mars 2025

14 - ENTITÉS CONTRÔLÉES

Les renseignements financiers sommaires suivants proviennent des états financiers de chacune des entités :

	2025-03-31	2024-05-31	Non audité 2025-03-31
	Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec	École du Barreau du Québec	Comité sur la sténographie
	$	$	$
Total de l'actif	172 011 592	9 222 022	977 741
Total du passif	82 266 244	8 570 464	29 795
Actif net	89 745 348	651 558	947 946
Produits	16 607 545	11 569 597	174 111
Charges	23 714 009	14 010 259	33 502
Flux de trésorerie liés aux			
Activités de fonctionnement	286 349	(6 376 845)	–
Activités d'investissement	10 171 260	(91 181)	–
Activités de financement	(110 559)	145 975	–
Facturation du Barreau du Québec			
Produits de location facturés	113 799	570 976	–
Honoraires de gestion		67 955	17 709
Frais généraux répartis		749 650	–

PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton PROJET

Le Barreau du Québec
Notes complémentaires
au 31 mars 2025

14 - ENTITÉS CONTRÔLÉES (suite)

	2024-03-31	2023-05-31	Non audité 2024-03-31
	Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec	École du Barreau du Québec	Comité sur la sténographie
	$	$	$
Total de l'actif	160 466 920	15 495 938	832 931
Total du passif	72 817 248	12 560 818	25 595
Actif net	87 649 672	2 935 120	807 336
Produits	14 689 719	9 829 316	174 021
Charges	17 438 650	11 497 925	57 612
Flux de trésorerie liés aux			
Activités de fonctionnement	(11 831 540)	6 694 163	–
Activités d'investissement	2 164 744	(1 204 688)	–
Activités de financement	(109 001)	(40 818)	–
Facturation du Barreau du Québec			
Produits de location facturés	113 799	512 258	–
Honoraires de gestion	–	64 956	17 529
Frais généraux répartis	–	318 827	–

15 - ENGAGEMENTS

Le Barreau du Québec s'est engagé, en vertu de contrats de location échéant jusqu'en juin 2026 et décembre 2030, à verser une somme de 342 736 $ pour des locaux à Montréal et à Québec. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 93 335 $ en 2026, à 72 095 $ en 2027, à 64 475 $ en 2028 et 2029, et à 48 356 $ en 2030.

PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton PROJET

Le Barreau du Québec
Notes complémentaires
au 31 mars 2025

16 - INFORMATIONS SUR LES RÉSULTATS ET OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

	2025	2024
	$	$
Amortissement des immobilisations corporelles (a)		
Fonds général	**575 116**	669 897
Amortissement des immobilisations incorporelles (a)		
Fonds général	**495 879**	390 217
	1 070 995	1 060 114
Dépenses d'affiliation – fonds général (b)		
Cotisation à la Fédération des ordres professionnels de juristes	**856 247**	777 367
Frais généraux répartis – fonds général		
École du Barreau du Québec	**756 237**	749 650
Fonds d'études juridiques (a)	**366 680**	365 318
Fonds d'indemnisation (a)	**73 665**	93 127
	1 196 582	1 208 095
Cotisation – fonds d'études juridiques (b)		
Cotisation à l'Institut canadien d'information juridique CANLII	**772 174**	764 306
Subventions à des organisations – fonds d'études juridiques (c)		
Clinique juridique – École du Barreau	**650 000**	600 000
Éducaloi	**525 691**	550 151
Juripop	**208 565**	203 478
Avocats sans frontières	**200 000**	200 000
Pro Bono – Québec	**266 000**	150 000
Juristes à domicile	**107 000**	107 000
Clinique juridique itinérante	**75 000**	75 000
Institut de médiation et d'arbitrage du Québec	**100 000**	71 000
Fondation du Barreau du Québec	**233 392**	43 260
Subventions diverses	**1 570 435**	282 316
	3 936 083	2 282 205

(a) Service de support aux opérations
(b) Normes professionnelles et soutien à la profession
(c) Communications

PROJET
PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton

Le Barreau du Québec
Notes complémentaires
au 31 mars 2025

17 - RISQUES FINANCIERS

Risque de crédit

Le Barreau du Québec est exposé au risque de crédit relativement aux actifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière. Le Barreau du Québec a déterminé que les actifs financiers l'exposant davantage au risque de crédit sont les comptes clients et autres créances, les avances à d'autres entités, la quote-part des placements dans le Fonds du patrimoine du Barreau du Québec et les placements en obligations de municipalités et d'organismes paragouvernementaux, étant donné que le manquement d'une de ces parties à ses obligations pourrait entraîner des pertes financières importantes pour le Barreau du Québec.

La quote-part des placements dans le Fonds du patrimoine du Barreau du Québec expose indirectement le Barreau du Québec au risque de crédit.

Risque de marché

Les instruments financiers du Barreau du Québec l'exposent au risque de marché, plus particulièrement au risque de change, au risque de taux d'intérêt et au risque de prix autre, lesquels découlent des activités d'investissement.

Risque de change

La quote-part des placements dans le Fonds du patrimoine du Barreau du Québec expose indirectement le Barreau du Québec au risque de change.

Risque de taux d'intérêt

Le Barreau du Québec est exposé au risque de taux d'intérêt relativement aux actifs financiers portant intérêt à taux fixe.

Les placements en obligations de municipalités et d'organismes paragouvernementaux portent intérêt à taux fixe et exposent donc le Barreau du Québec au risque de variations de la juste valeur découlant des variations des taux d'intérêt.

La quote-part des placements dans le Fonds du patrimoine du Barreau du Québec expose indirectement le Barreau du Québec au risque de taux d'intérêt.

Risque de prix autre

Le Barreau du Québec est exposé au risque de prix autre en raison de la quote-part des placements dans le Fonds du patrimoine du Barreau du Québec, étant donné que des variations des prix du marché auraient pour effet d'entraîner des variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de cet instrument.

La quote-part des placements dans le Fonds du patrimoine du Barreau du Québec expose indirectement le Barreau du Québec au risque de prix autre.

PROJET
PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton

Le Barreau du Québec
Notes complémentaires
au 31 mars 2025

17 - RISQUES FINANCIERS (suite)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité du Barreau du Québec est le risque qu'il éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. Le Barreau du Québec est donc exposé au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton PROJET

Le Barreau du Québec
Annexe 1

pour l'exercice terminé le 31 mars 2025
(non audité)

Les charges cumulées par nature du Barreau du Québec, déduction faite de frais refacturés à d'autres organismes, se répartissent comme suit :

	2025	2024
	$	$
Salaires et charges sociales	**22 429 211**	20 865 714
Honoraires professionnels et juridiques	**5 460 651**	5 578 115
Rémunération provenant d'autres sources	**598 537**	604 460
Cotisations aux organismes et affiliations	**1 865 752**	1 683 823
Publicité, promotion et communications	**923 564**	495 344
Frais de déplacement, d'hébergement et de représentation	**973 066**	977 475
Assurances, taxes et permis	**1 598 871**	1 558 577
Subventions, prestations d'assistance et remboursements parentaux	**4 236 842**	2 623 113
Télécommunications, poste et messagerie	**953 661**	765 552
Location de locaux, d'équipement et de services	**1 947 351**	1 799 635
Services publics, entretien, réparations et autres	**1 227 948**	1 090 895
Frais de bureau, d'impression et de gestion de documents	**446 232**	529 907
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	**1 070 995**	1 060 114
Indemnités	**207 680**	190 437
Frais financiers	**728 214**	651 330
Autres charges et charges recouvrées	**(75 318)**	(49 034)
	44 593 257	40 425 457
Frais de gestion – École du Barreau du Québec	**(756 237)**	(749 650)
	43 837 020	39 675 807

PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton PROJET

Le Barreau du Québec

Annexe 2

Répartition des charges selon le règlement sur le rapport annuel d'un ordre professionnel pour l'exercice terminé le 31 mars 2025

(non audité)

	2025 $	2024 $
RÉPARTITION DES CHARGES SELON LE RÈGLEMENT SUR LES RAPPORT ANNUEL D'UN ORDRE PROFESSIONNEL		
Frais généraux à répartir		
Service de support aux opérations	**8 408 980**	7 294 180
Frais d'occupation	**1 728 837**	1 502 885
Autres charges, déduction faite de frais refacturés à d'autres organismes	**1 224 059**	1 132 587
	11 361 876	9 929 652
Répartition des frais généraux par activité		
Syndic	**4 648 040**	4 062 130
Formation continue	**1 118 973**	977 920
Normes professionnelles et soutien à la profession	**430 374**	526 572
Inspection professionnelle	**1 118 973**	902 696
Admission	**1 635 422**	1 354 043
Gouvernance	**258 224**	225 674
Communications	**774 673**	677 022
Services aux membres	**172 150**	150 449
Autres charges liées à la protection du public	**1 205 047**	1 053 146
	11 361 876	9 929 652

Les frais généraux du fonds général sont répartis pour chaque activité au prorata du nombre d'employés.

PROJET
PROJET © Raymond Chabot Grant Thornton